

Mauritanie

En 2015, la Mauritanie a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a amendé la loi contre l'esclavage pour alourdir les peines frappant ceux qui commettent des infractions liées à l'esclavage et criminaliser d'autres pratiques esclavagistes, y compris la servitude pour dettes. Il a également adopté le plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants, dont l'objectif est de renforcer les lois sur le travail des enfants et de mobiliser des fonds pour les programmes sociaux visant à retirer les enfants de situations de travail des enfants. De plus, le gouvernement a financé de nombreux programmes qui ont notamment pour objet d'éliminer ou d'empêcher le travail des enfants, y compris ses pires formes, et il a participé à ces programmes. Toutefois, en Mauritanie, des mineurs sont impliqués dans le travail des enfants, notamment dans la garde du bétail et des chèvres, et dans les pires formes de travail des enfants, y compris la servitude sous contrat et l'esclavage héréditaire. Les lois mauritaniennes n'interdisent pas les activités et les emplois dangereux dans tous les secteurs concernés par le travail des enfants, y compris l'agriculture, ni l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants. Les ressources limitées pour permettre l'application systématique des lois sur le travail des enfants entravent les actions menées par le gouvernement pour protéger les enfants des pires formes de travail des enfants. De plus, les autorités ont continué d'emprisonner des militants qui dénonçaient l'esclavage.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, en Mauritanie, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les lois interdisent l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants.	2009–2015
	Veiller à ce que les dispositions de la loi concernant les travaux légers soient assez spécifiques pour protéger les enfants du travail des enfants.	2015
	Veiller à ce que les dispositions et les mesures de protection légales relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants qui font du travail non rémunéré, temporaire ou sans contrat.	2012–2015
	Veiller à ce que les sanctions concernant le travail des enfants soient assez sévères pour avoir un effet dissuasif.	2015
	Veiller à ce qu'il soit interdit aux enfants de moins de 18 ans d'effectuer les types de travaux visés dans la Recommandation N° 190 de l'OIT.	2009–2015
	Mise en application	Augmenter les ressources des responsables de l'application des lois et le nombre des inspecteurs du travail chargés de faire respecter les lois relatives au travail des enfants, afin de couvrir toute la main-d'œuvre de façon adéquate.
	Autoriser l'inspection du travail à imposer des sanctions.	2015
	Renforcer le système d'inspection en effectuant des inspections de routine et des inspections ciblées, plutôt qu'en se fondant uniquement sur les plaintes reçues.	2014–2015
	Veiller à ce que les responsables de l'application du droit pénal reçoivent une formation sur les nouvelles lois relatives aux pires formes de travail des enfants.	2015

	Recueillir et publier des informations sur le nombre des inspections du travail, le nombre des infractions aux lois sur le travail des enfants, des procès-verbaux et des sanctions imposées, et le nombre des poursuites et des condamnations pénales en rapport avec les pires formes de travail des enfants.	2011–2015
	Bien appliquer les dispositions juridiques relatives à l'enseignement obligatoire.	2010–2015
Coordination	Veiller à ce que le Groupe sur le traite, le trafic et le travail des enfants ainsi que le Conseil national de l'enfance poursuivent leurs activités et reçoivent un financement adéquat pour s'acquitter de leurs missions.	2014–2015
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans la Stratégie nationale de protection de l'enfant et le Programme national de développement du secteur de l'éducation II.	2009–2015
	Approuver le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes.	2015
	Prendre des mesures pour garantir le droit à la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique aux militants qui dénoncent l'esclavage.	2011–2015
Programmes sociaux	Accroître l'accès à l'éducation en : <ul style="list-style-type: none"> • Augmentant les infrastructures scolaires et le nombre des enseignants, surtout dans les zones rurales, • Veillant à ce que les administrateurs scolaires et les enseignants autorisent les enfants sans acte de naissance à aller à l'école et à passer les examens nationaux nécessaires pour obtenir leur diplôme de fin d'études, et • Garantissant l'accès à l'éducation de tous les enfants, y compris ceux qui descendent d'anciens esclaves et les réfugiés. 	2011–2015
	Étendre la portée des programmes visant à lutter contre les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'agriculture, la garde du bétail, le travail domestique et d'autres secteurs dans lesquels des enfants travaillent, et à s'attaquer à la question des enfants en esclavage héréditaire ou en servitude sous contrat.	2009–2015
	Mettre en œuvre à l'intention des responsables gouvernementaux un programme continu de sensibilisation portant sur les lois relatives à l'esclavage et aux pires formes de travail des enfants.	2012–2015
	Recueillir des données sur l'esclavage afin d'élaborer des politiques et des programmes efficaces d'identification et de protection des enfants à risque.	2010–2015
	Accroître le financement des programmes sociaux qui fournissent des services aux anciens esclaves.	2015